

Questions orales

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LES PROGRAMMES À LONG TERME POUR AIDER LES CÉRÉALISERS

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il sait qu'en vertu de la loi américaine sur l'agriculture, les agriculteurs recevront encore plus de subventions aux États-Unis lors de la prochaine année-récolte, alors que les Européens ne manifestent aucune intention de diminuer les leurs. Étant donné qu'il est probable que la guerre internationale des subventions des céréales va se poursuivre, quels programmes à long terme le gouvernement envisage-t-il pour aider les céréaliers canadiens à passer le cap des trois ou cinq prochaines années?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à une partie de cette question il y a quelques instants. Nous poursuivrons exactement ce que nous avons commencé au cours des six ou huit derniers mois. Nous tiendrons des réunions en février, avec le concours des agriculteurs, pour établir une ligne de conduite qui nous permette de traverser cette période difficile.

LE PROGRAMME SPÉCIAL D'AIDE AUX CÉRÉALISERS CANADIENS

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, compte tenu des paiements effectués d'hier, le ministre peut-il assurer à la Chambre que le gouvernement va continuer à considérer ce paiement d'un milliard de dollars comme des fonds nouveaux, distincts de tout revenu futur tiré des grains, afin qu'on ne réduise pas les paiements en vertu des programmes de stabilisation actuellement en vigueur?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, lorsque le programme a été annoncé, nous avons dit que les agriculteurs canadiens empocheraient un milliard de dollars d'argent nouveau. On ne réduira le financement d'aucun programme agricole en vigueur. Cette déclaration était, comme d'habitude, en accord avec la politique annoncée par le gouvernement.

* * *

LES TARIFS

LES CRITIQUES DES LIBRAIRES ET DES ÉDITEURS

L'hon. John W. Bosley (Don Valley-Ouest): Monsieur le Président...

Des voix: Bravo!

M. Bosley: Monsieur le Président, il y a à la Chambre des députés qui sont aujourd'hui des auteurs ou qui pourraient le devenir un jour et qui vont continuer à s'inquiéter au sujet de questions relatives aux éditeurs. Voici la question que j'adresse à la ministre des Communications. Je voudrais savoir si elle juge légitimes les critiques très graves et très inquiétantes formulées au sujet de la politique fédérale à l'endroit des libraires et des éditeurs et si tel est le cas que fera-t-elle à ce sujet?

Des voix: Bravo!

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, je remercie le député de Don Valley-

Ouest d'avoir formulé sa question de façon si succincte et si pertinente.

Des voix: Bravo!

Des voix: Répondez!

Mlle MacDonald: De toute évidence, il a eu un certain temps pour apprendre à formuler des questions et il réussit bien. Puis-je dire...

M. le Président: A l'ordre. La question était succincte et je demanderais à la ministre de l'être également.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Monsieur le Président, nous apprenons tous quelque chose à la Chambre. Puis-je lui dire qu'il m'a été possible hier de m'entretenir avec des représentants de l'industrie et j'ai écouté leurs doléances. Certaines étaient légitimes et d'autres non fondées. Je crois avoir pu atténuer certaines de leurs craintes et je leur ai fait remarquer que nous avons pris des mesures pour manifester notre bonne foi et notre intérêt dans l'industrie de l'édition en augmentant sensiblement le financement de la caisse pour l'expansion de l'édition et en établissant une caisse destinée à faciliter au public l'accès aux oeuvres littéraires.

M. le Président: La parole est à la députée de Mount Royal.
LA DÉCLARATION DU MINISTRE—LE DROIT AMÉRICAIN SUR LE BARDEAU CANADIEN

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, l'initiative irréfléchie du ministre qui vient de parler aura de terribles répercussions sur la Chambre. Toute l'industrie canadienne du livre exhorte le gouvernement à annuler ces droits sur les livres importés. Le ministre des Finances ne démord pas de l'idée absurde que nous usons de représailles contre la mesure américaine concernant les bardeaux...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. La députée voudrait-elle en venir au fait?

Mme Finestone: Je pose ma question au ministre des Finances. Comment explique-t-il les contradictions entre sa déclaration d'hier à la Coalition des éditeurs canadiens, à qui il a dit que les droits sur les livres seraient supprimés en échange de concessions sur les droits s'appliquant aux bardeaux, et la déclaration antérieure du gouvernement selon laquelle les industries culturelles ne seront pas en jeu dans les négociations sur le libre-échange?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne vois pas ce que ces deux déclarations ont de contradictoire. Le problème du droit sur les bardeaux s'est posé en mai dernier. La réaction du gouvernement n'a rien à voir avec les entretiens sur le libre-échange. Nous avons déclaré que l'intérêt national exigeait que le gouvernement réponde, avec fermeté, à l'initiative du gouvernement américain. C'est ce que nous avons fait. Comme je l'ai dit à ce moment-là, cette mesure ne nous plaisait pas, mais il était important de montrer avec quelle fermeté nous pouvions répondre aux initiatives du gouvernement américain qui nous paraissaient injustes et inutiles.